



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 14 MARS 2026 - n° 1367

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

À bas la guerre impérialiste !

La guerre déclenchée par les États-Unis et Israël contre l'Iran est appelée à durer plus longtemps que ce que Trump et Netanyahu avaient prévu. Et cela en raison de la capacité de l'Iran à riposter et à élargir le conflit à tout le Moyen-Orient.

Le blocage du détroit d'Ormuz par les troupes iraniennes cause de grandes difficultés au commerce mondial et en particulier à la circulation des pétroliers. Un nouveau choc pétrolier se profile. Le prix des carburants augmente et menace le monde d'une poussée inflationniste.

L'autre réaction en chaîne est la guerre intense qu'Israël mène au Liban. Son armée est en train de détruire Beyrouth sous un déluge de bombes quotidien pour tenter d'anéantir le Hezbollah pro-iranien qui attaquait Israël surtout dans le sud.

En Iran, on compte déjà des milliers de morts, sous les bombes américano israéliennes, une vingtaine de morts et blessés en Israël sous les missiles iraniens, une vingtaine dans les pétromonarchies du Golfe sous les missiles iraniens. Trump et Netanyahu ont déclenché dans toute cette région destructions, morts, blessés et souffrances atroces pour les peuples.

Ils ont pensé que le fait d'avoir éliminé le guide suprême Khamenei et 48 hauts dirigeants civils et militaires de l'Iran aurait pu déclencher une révolte populaire des opposants au régime sanguinaire iranien. Mais le régime tient encore. Il s'appuie sur des centaines de milliers de

gardiens de la révolution et de membres de la population hostiles aux USA, dans ce pays de 90 millions d'habitants. Il maintient en respect les opposants, Il a nommé un autre guide suprême en la personne d'un des fils de Khamenei. Et mieux que résister, l'Iran inflige des attaques meurtrières dans les pays du Golfe qui abritent des bases américaines.

Emmanuel Macron, tout en disant que la France ne participe pas directement au conflit mais y est présente de manière « défensive », y participe quand même. Il a dépêché porte-avion, frégates, troupes en méditerranée près de Chypre où une base anglaise a été légèrement attaquée. La Grande Bretagne a aussi envoyé des avions de chasse et enverra des navires de guerre.

La guerre contre l'Iran est aussi de fait une attaque indirecte contre la Chine, menacée dans son approvisionnement en pétrole. Elle fait partie du combat que mène l'impérialisme américain pour contenir sa principale concurrente et rester le maître du monde. Et ce conflit n'en est qu'une étape.

L'impérialisme a aussi une responsabilité énorme dans la guerre en Ukraine car en lorgnant de plus en plus les richesses de l'Ukraine il a déclenché la réaction de la Rus-

sie et la guerre atroce qui s'y déroule depuis quatre ans.

On a là tout le scénario d'une guerre mondiale à ses débuts. Ou si on n'y est pas encore, les dirigeants du système capitaliste nous la préparent. Ils le font pour le contrôle du monde et des marchés, pour que dans tous les pays les peuples marchent au pas rythmé par les grandes puissances et par la plus puissante d'entre elles, les USA. Pour cette raison, cette dernière affame actuellement le peuple cubain coupable de manque de docilité, après avoir mené une opération de brigandage international en capturant le président du Venezuela, Maduro, et sa femme. Aujourd'hui, à partir de l'Iran, après un génocide à Gaza, l'impérialisme n'hésite pas à plonger le monde dans l'horreur avec son supplétif israélien.

Face à la guerre de classe et la guerre tout court que nous impose la bourgeoisie, les travailleurs doivent mener la leur contre la dictature de la bourgeoisie. Et cela passe par les luttes larges, offensives et conscientes contre le grand patronat dans les entreprises et ailleurs. La classe ouvrière, les masses populaires doivent se préparer à ces luttes. Le parti ouvrier révolutionnaire reste à construire face aux catastrophes que nous préparent la bourgeoisie et l'impérialisme.

Martinique Manifestation de solidarité avec Cuba



LIRE p. 2

Guadeloupe France travail : chômeurs et agents dans le même camp !

LIRE p. 3

Trinidad-et-Tobago Eldorado capitaliste et ... pression des gangs



LIRE p. 4

Martinique

Manifestation de solidarité avec Cuba

La manifestation s'est déroulée le vendredi 27 février, à 18 heures, à la Maison des syndicats, à l'initiative de plusieurs organisations, politiques, associatives, artistes.

Elle a regroupé un peu plus de 70 personnes. Plusieurs intervenants se sont succédé, pour dénoncer la politique criminelle de l'impérialisme américain, en la personne de Donald Trump. Pour tous, l'agressivité de l'impérialisme vis-à-vis de Cuba dont le peuple s'est battu contre lui dans son propre pays, a un sens bien clair. Il ne tolère pas que Cuba ne soit pas à sa botte. Il n'a jamais toléré non plus, que des pays se soient battus, en menant des luttes révolutionnaires, pour renverser le système colonial.

Des militants de Combat Ouvrier

étaient également présents à cette manifestation pour apporter notre solidarité pour combattre le blocus de l'impérialisme américain. Mais nous disons aussi, et c'est fondamental, que la seule force sociale capable de s'interposer et de stopper la course folle du capitalisme et les attaques de l'impérialisme, qu'il soit américain, français ou autre, c'est la puissante classe ouvrière américaine et le prolétariat des Caraïbes, organisé en classe indépendante sur le plan politique. C'est leur intérêt et celui de toute la société.



■ **Manifestation de soutien à Cuba, 27 février, Fort-de-France.**

Pêcheurs sous-dotés et en difficulté

Les marins pêcheurs organisés dans le Comité Régional des pêches, se plaignent du montant de la dotation prévue par la collectivité de Martinique pour leur secteur : 150 000 euros.

Selon eux, il manquerait plus de 70 000 euros par rapport au montant annoncé par le président Letchimy.

D'un côté la CTM se veut « pro-autonomie » en investissant dans l'artisanat et la production locale. De l'autre côté, la réalité du monde capitaliste montre ses in-

cohérences. C'est à dire que les pêcheurs sont poussés à travailler à leur compte tout en quémandant des subventions. L'État qui annonce les soutenir est aussi celui qui les contraint à une production trop faible à cause de restrictions de pêche, des infrastructures non entretenues ou du

traitement insuffisant des problèmes environnementaux et économiques comme ceux des sargasses. Il y a aussi les conséquences du chlordécone ou de la vie chère.

Au final, ils se retrouvent avec des revenus trop bas pour pouvoir suivre les prix du marché.

Une gestion efficace de l'autonomie alimentaire voudrait que les travailleurs du secteur soient aux directions des affaires qui les concernent.

Aujourd'hui l'État capitaliste et son relais territorial sont incapables de soutenir les pêcheurs et les habitants en difficulté.

Guadeloupe

Coup de gueule des pompiers

Les salariés du SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) soulignent que le budget du département est insuffisant pour couvrir le manque de moyens.

Un rapport du directeur du service départemental confirme un sous-financement structurel de la part du Conseil départemental.

Plusieurs millions d'euros manquent chaque année alors que l'activité du SDIS est de 43 % supérieure à la moyenne nationale, en raison des risques naturels et de la configuration archipélagique de la Guadeloupe.

Les moyens et les conditions de travail se dégradent. Les salariés dénoncent le manque de moyens humains et matériels : 104 postes sont vacants, la moitié du matériel ne fonctionne pas, un véhicule de secours sur deux est hors service dont la totalité des moyens nautiques. Les droits des travailleurs ne sont pas respectés : l'avancement et les carrières est bloqué et les salaires stagnent.

Les sapeurs-pompiers demandent au département de revoir son budget à la hausse. Il est actuellement de 29 millions, ils réclament un budget de 40 millions d'euros. Ils exigent une rencontre avec la direction du département ainsi que la mise en place d'un plan pluriannuel d'investissement (PPI) sur plusieurs années.

Le président Guy Losbar se défend en disant qu'il a augmenté

le budget de sept millions d'euros depuis 2021 et que le PPI est en cours d'élaboration. Dans un communiqué du 4 mars il a osé qualifier les revendications des salariés de « *polémique et de pollution électorale* ». C'est facile de décrédibiliser les revendications des salariés en omettant que l'on met des vies en danger en ne donnant pas les moyens nécessaires.

La Poste : un seul chemin la lutte

Lors de la mobilisation du 24 février 2026 les salariés du centre de tri du Gosier ont dénoncé la dégradation de leurs conditions de travail.

Ils ont dénoncé la surcharge de travail liée à la distribution des plis électoraux. Ils ont exigé de la direction des renforts en effectifs et le versement d'une prime.

Ils ont obtenu deux renforts en CDI et dès le mois d'avril

ils recevront une prime de 300 euros. Dans un tract daté du 5 mars, des syndicats dénoncent les conditions de travail à La Poste en Guadeloupe qui continuent de se dégrader : 28 513 jours d'arrêt maladie, parc automobile vétuste, les lo-

caux insalubres avec prolifération de rats dans les centres courrier. La direction aurait dépensé 200 000 euros dans un séminaire alors que les postiers n'ont eu que 0,7 % d'augmentation. Pourtant l'entreprise a réalisé

1,16 milliard d'euros de bénéfices. Le tract des grévistes se termine en disant que les travailleurs devront s'organiser pour créer un rapport de force afin d'obtenir une amélioration de leurs conditions de travail.

Guadeloupe

France travail : chômeurs et agents dans le même camp !

Deux agents de France Travail ont reçu des menaces sur les réseaux sociaux.

Le 5 mars, les employés de l'agence du Gosier ont refusé d'ouvrir en signe de protestation. L'agence est restée fermée ce jour-là. Ces menaces proviennent de demandeurs d'emploi obligés de rembourser un trop-perçu. Sur les réseaux et en live, ils ont cité directement le nom des agents indiqué sur les courriers, les tenant pour responsables. Le gouvernement impose de fortes économies aux services comme France Travail. Les contrôles sur le moindre centime versé aux chômeurs se multiplient, tandis que les moyens sont réduits au maximum. Il n'y

a plus assez de personnel pour fonctionner. France Travail utilise désormais une IA et les agents témoignent de sanctions arbitraires et injustifiées générées. Dans le même temps, les montants et la durée des allocations diminuent. Pour les travailleurs privés d'emploi, ces remboursements de trop-perçu peuvent tomber comme un coup de massue, les faisant sombrer encore plus dans la précarité. Entre 2018 et 2023 les agressions verbales contre des agents avaient déjà augmenté de 37 % dans les agences françaises, et ça continue. Les agents de France Travail sont exposés à la colère des de-



mandeurs d'emploi. En apposant le nom des conseillers sur ces courriers, la direction les met en première ligne face aux chômeurs. Victimes d'une politique

qui détruit le service public, ces agents ne devraient pas être pris pour cible : c'est à la direction et l'État que doit s'adresser la colère.

Station Esso : victoire des grévistes !

Les onze salariés de la station de la Jaille ont entamé un mouvement de grève le 2 mars pour dénoncer le non-respect

d'accords concernant le paiement de leurs primes et des variables. Depuis l'arrivée d'une nouvelle

direction le 5 janvier 2026, leurs primes ont diminué. Le travail a repris le lendemain après que la direction eut reculé.

Ce qui n'était pas possible depuis janvier l'est devenu en quelques heures grâce à la grève.

Scandale des cadavres : l'incurie des dirigeants

Une quinzaine de corps ont été extraits d'une chambre funéraire au Gosier le 24 février et 31 autres dépouilles étaient conservées à la morgue du CHU depuis 2017, dont 22 enfants.

Il s'agirait de corps non réclamés par les familles. Dans ce cas, c'est la mairie du lieu du décès qui doit faire le nécessaire. Le maire des Abymes aurait répété les refus auprès du

CHU, prétendant un manque de place au cimetière. Rien n'a été fait et les dépouilles sont restées des années dans les morgues ! Certaines mal conservées sont même entrées en pu-

tréfaction. Dans ce monde capitaliste où seul l'argent compte, la dignité des êtres humains est piétinée même dans la mort. ■

Martinique

Sur les habitations !

Le directeur est parti, mais la pénibilité n'a pas fait ses cartons

À l'habitation Duhaumont située au Marigot, il y a quelques semaines, le directeur a été démis de ses fonctions. Mais le directeur général du groupe, lui, est toujours là.

Pour preuve, l'organisation du travail au hangar a été revue au niveau de l'emballage. La préoccupation de l'entreprise demeure la rentabilité maximum. Il a décrété que dans un même groupe d'ouvriers, ces derniers feront des rotations, vont tourner sur plusieurs postes de travail.

Comme quoi, le tyran est mort, vive la tyrannie !
Une méthode cynique et grossière

Sur l'habitation Moulin l'Étang oser des coups tordus c'est l'exercice favori du directeur d'exploitation.

Sa nouvelle trouvaille, consiste à nous dire, les jours de baisse de production, « *restez chez vous, mais ces journées ne seront pas payées* » ! Quel culot ! C'est à se demander si avant d'être directeur d'habitation, son métier n'était pas vendeur de sable au Sahara !

Sargasses : quelles mesures ?

Avec le Sargator III, un nouvel équipement a été mis en place pour faire face aux échouages de sargasses, au Robert et au François.

Ce matériel est annoncé plus efficace que l'existant. Mais ce ne sera toujours pas suffisant. Le coût annoncé s'élèverait à 720 000 €. Un bel investissement. Cependant, le « problème sargasses » n'est pas traité dans son ensemble. La récolte de centaines de tonnes de sargasses

pose la question de leur stockage. L'État annonçait financer à 100 % pour l'année 2024, en Martinique. Finalement, c'est 70 %. Qui paye le reste ? La CTM ? Les collectivités intercommunales ? Quel que soit ! C'est avec notre argent.

Pourtant ceux qui peuvent le plus payer, ce sont bien les riches capitalistes !
En fait, l'indemnisation des dégâts causés par les gaz sulfurés et l'aménagement pour faire face aux arrivages de sargasses viendra des luttes collectives des ha-

bitants et des travailleurs. Avant le carnaval, les habitants du Robert s'étaient mobilisés et avaient averti que les mobilisations pourraient s'étendre à toute la côte. Ce pourrait être une solution pour obtenir les moyens de résoudre le problème sargasses.

Trinidad-et-Tobago

Eldorado capitaliste et ... pression des gangs

L'état d'urgence a été à nouveau décrété pour 15 jours depuis le 4 mars dernier à Trinidad-et-Tobago. La dernière période d'état d'urgence remontant à juillet 2025 avait duré six mois.

Le gouvernement entend ainsi faire face aux actions des gangs puissamment armés et à leurs menaces visant policiers, magistrats ou agents pénitentiaires. Le procureur général de Trinidad parle de « *bandes criminelles (qui) ont intensifié leur déchainement de violence à une telle échelle que cela a entraîné de nombreux morts lors de fusillades de masse et c'est appelé à se poursuivre.* »

Trinidad et Tobago, est un archipel des Caraïbes situé à quelques kilomètres des côtes du Venezuela. Une population de 1,3 millions habitants y vit. Indépendant depuis 1962 et membre de la Caricom, il connaît un développement économique important, principalement grâce à ses richesses en pétrole et en gaz. Cette activité industrielle est exploitée par des grands groupes internationaux tels que BP, SHELL, etc. et locaux, et aussi des entreprises françaises telles que Perenco

ou Schlumberger. Les taxes payées par ces grands groupes alimentent les caisses de l'État trinadien, certes. Mais l'essentiel des profits vont dans les poches des actionnaires des grands groupes et de la bourgeoisie locale qui en ramassent les miettes. Ainsi la fortune de la famille Perrodo propriétaire de Perenco, deuxième plus important groupe pétrolier français après TotalEnergies, est estimée à 8 milliards d'euros en 2022.

Pendant ce temps, une grande partie des jeunes des quartiers populaires végète dans la précarité et la pauvreté qui a augmenté ces dernières années. 17 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les gangs prolifèrent sur fond de trafic de drogues et d'armes, d'extorsions et de règlements de compte violents. Ils recrutent parmi les jeunes marginalisés auxquels ils offrent une source de revenus. De plus de cent groupes organi-



Arrestation par la police de présumés membres de gangs à Trinidad et Tobago.

sés en gangs et de 2000 membres en 2022, ils seraient passés à 200 et plus en 2024. Et ils continuent de croître. Voilà la situation qui est à la base de la prolifération des gangs et de toutes leurs nuisances sociales.

Alors il est probable que les états d'urgence successifs et autres mesures répressives prises par la nouvelle Première ministre Mrs Kamla Persad-Bissessar, par ailleurs soutien de Donald Trump, ne modifiera en rien la situation.

Cuba

Trump accentue la pression sur Cuba

Après l'enlèvement du président vénézuélien Maduro et de son épouse, Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio ne cessent d'accentuer la pression sur le régime et la population de Cuba.

Ce resserrement de l'étreinte sur Cuba se manifeste avant tout par le blocage des livraisons de pétrole en provenance du Venezuela, qui était son principal fournisseur. Un ou deux pétroliers russes susceptibles d'alimenter l'île ont même été arraisonnés. Des menaces de rétorsion par des droits de douane ont également été proférées par Trump envers tout pays qui voudrait livrer du pétrole à Cuba. Le Mexique avait dit qu'il en livrerait quand même, mais de façon réduite, puis s'est orienté sur des livraisons de vivres en direction de la population cubaine. Cette dernière qui faisait déjà face à de nombreuses difficultés d'approvisionnement en carburant, et donc de moyens de transport, est directement touchée et ne peut même plus se déplacer pour aller au travail. Les coupures d'électricité parfois totales sont de plus en plus fréquentes, la plupart des centrales fonctionnant au pétrole. Une partie de l'alimentation électrique se fait via l'énergie solaire, mais remplacer l'énergie basée sur le pé-

trole ne pourra se faire que lentement, et cela bénéficie surtout au petit secteur privé réservé à quelques privilégiés. Récemment, Marco Rubio, fils d'immigrés cubains, a annoncé lors du sommet de la Caricom que les restrictions allaient être « allégées » pour « des raisons humanitaires ».

En attendant, c'est la population cubaine, surtout les plus pauvres, qui souffre le plus du blocus imposé par l'impérialisme américain. Ce blocus dure depuis 67 ans, après que des guérilleros dirigés par Fidel Castro eurent renversé le régime du dictateur pro-américain Batista, sous lequel la mafia américaine prospérait.

Les USA n'ont jamais accepté qu'un pays situé à quelques encablures de la Floride ait voulu reprendre son indépendance. Des tentatives de coups d'État, comme en 1961 à la Baie des Cochons, soutenues par l'administration Kennedy, ont lamentablement échoué. Très récemment, le 25 février, un bateau avec à son bord 10 Cubains lour-



Station service à cours de carburant, La Havane.

dement armés en provenance de Floride a été intercepté par les garde-côtes de Cuba et une fusillade a eu lieu, faisant quatre morts et six blessés. Même si Rubio a prétendu ne pas être au courant de cette tentative, on peut supposer que d'autres suivront, peut-être sur une plus grande échelle, car Trump et les siens pensent sans doute que le régime ne tiendra plus longtemps. Samedi 7 mars, Trump a réuni

en Floride une douzaine de dirigeants d'Amérique Latine de droite et d'extrême-droite qui défendent sa politique, et il a déclaré qu'il allait « s'occuper de Cuba ».

Même si nous ne considérons pas le régime cubain comme un véritable régime communiste, nous sommes cependant pleinement solidaires de Cuba face à cette pression inadmissible de l'impérialisme américain.

Les États-Unis et leur emprise sur la Caraïbe

Le 25 février s'est tenu le sommet de la Caricom (communauté de la Caraïbe) à Saint-Kitts et Nevis. Les États-Unis ont tenu à marquer directement leur présence en la personne du Secrétaire d'État, Marco Rubio.

Avant l'arrivée de celui-ci, lors de la séance d'ouverture, Andrew Holness, Premier ministre de la Jamaïque, a souligné qu'une crise humanitaire à Cuba ne pouvait qu'être néfaste pour toute la Caraïbe. De même, Terrance Drew, Premier ministre de Saint-Kitts et Nevis, lui-même médecin et formé à Cuba, a plaidé en faveur d'un soutien humanitaire à la grande île. En revanche, Kamla Persad-Bissessar, première ministre de Trinidad, a soutenu totalement la politique de Trump, son pays ayant même servi de base à l'opération contre Maduro. Elle

a affirmé ne pas pouvoir préconiser que d'autres vivent sous le communisme et la dictature. Le sort de ceux qui vivent sous une dictature pro-capitaliste ne semble pas la gêner. Elle va même jusqu'à approuver les bombardements de bateaux par l'armée américaine, alors que des pêcheurs de Trinidad (et récemment de Sainte-Lucie) ont été assassinés sans sommation. Les dirigeants de la Caraïbe se sont contentés de déplorer la violence de la politique américaine, mais malheureusement ils s'y plient bon gré mal gré. C'est ainsi que la Jamaïque, tout

comme Sainte-Lucie, bien qu'exprimant leurs remerciements à Cuba et leurs regrets, n'ont pas moins déclaré sur injonction de Trump qu'ils renonçaient à la coopération avec les médecins cubains, qui leur ont pourtant permis de surmonter la crise du Covid. Étant donné que le système de santé américain est délabré aux États-Unis même, ce ne sont pas ces derniers qui remplaceront les médecins cubains. La Dominique ainsi que Sainte-Lucie ont aussi accepté de recevoir des immigrés expulsés des États-Unis. Saint-Kitts a aussi

accepté, tout en refusant les personnes d'origine haïtienne, alors même qu'Haïti est membre de la Caricom ! On le voit, la politique de terreur et de rétorsion menée par les États-Unis porte malheureusement ses fruits. Ces derniers considèrent le continent américain dans son ensemble comme leur arrière-cour où leur domination doit être sans partage. Seule une mobilisation des populations de ces pays, en coordination avec les travailleurs américains eux-mêmes, pourra mettre fin à cette domination impérialiste.

Guadeloupe

Eau : le cas de la « Résidence de l'Université »

Dans les hauteurs, section Chauffour aux Abymes, à la « Résidence de l'Université » l'eau est coupée trois, quatre, cinq jours d'affilée depuis des mois.

Les coupures interviennent bien plus longtemps que les tours d'eau officiels. L'eau, quand elle revient, coule aux « horaires de bureaux », si bien que de jeunes travailleurs de la résidence ont déjà pris des RTT ou des congés pour avoir accès à l'eau. Les résidents, l'an dernier, avaient débuté un mouvement pour exiger des solutions. Depuis, la direction du SMGEAG (Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe) nous donne quelques explications techniques complexes pour mieux nous endormir : que nous dépendons de plusieurs réservoirs, qu'ils doivent se remplir, que nous sommes trop haut, en bout de

réseau... sans apporter de solutions. Dernièrement on nous a reproché de nous précipiter trop sur l'eau lorsqu'elle revient au robinet. La solution est connue et simple, le réseau perd toute son eau et doit être refait complètement. Nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. Dans les hauteurs de Petit-Pérou aux Abymes l'eau ne monte plus depuis neuf mois ! Les responsables de l'eau affirment que la situation s'aggraverait pour nous. L'État français est capable de construire les sous-marins nucléaires les plus sophistiqués du monde, mais délaisse les habitants des mornes aux Abymes et dans bien d'autres endroits de l'île en les privant d'eau. C'est



un profond mépris pour la population ! Certes, refaire un réseau d'eau est un chantier immense et coûteux. Mais c'est parfaitement réalisable vu que l'État dispose

de tels moyens et c'est surtout une évidence !
Témoignage d'un habitant de la résidence

Ary Chalus : servir ou... se servir ?

À quelques jours du premier tour des municipales à Baie-Mahault, la campagne d'Ary Chalus a pris un détour... par la justice.

La série continue. Après Letchimy, c'est maintenant Chalus. Les deux chefs de l'exécutif local des îles sœurs, Martinique et Guadeloupe, sont pris la main dans le sac. Le président du Conseil régional est convoqué devant le tribunal correctionnel de Paris dans une affaire de détournement de fonds publics. L'enquête, menée par le Parquet national financier, porte sur la période où Chalus était député à l'Assemblée nationale entre 2012 et 2015.

Selon les révélations du Canard enchaîné, il est question d'environ 96 000 euros de frais liés à son activité parlementaire et de 47 000 euros venant de remboursements de la mairie de Baie-Mahault. L'enquête évoque aussi des emplois parlementaires un peu particuliers : sa fille et sa compagne auraient été rémunérées comme collaboratrices. La justice devra vérifier si elles travaillaient vraiment... ou si le travail était surtout de faire tourner le

compte en banque. Il faut reconnaître que ce genre d'histoire devient presque banal dans le monde politique. Entre les notes de frais mystérieuses, les emplois familiaux et les arrangements entre proches, certains élus semblent considérer l'argent public comme une caisse personnelle. Pendant ce temps, les travailleurs, eux, doivent compter chaque euro. On leur explique qu'il faut se serrer la ceinture, que les budgets sont serrés et

que l'État n'a plus d'argent. Mais apparemment, pour certains politiciens, il en reste toujours un peu quand il s'agit de payer les proches. Dans ce système, certains ont vraiment trouvé un métier confortable : la politique. Il n'y a qu'une chose à faire face à cela : se donner les moyens de contrôler réellement l'utilisation de l'argent public et de révoquer les élus qui trahissent leurs engagements.

Trois sources de la guerre en Iran

Comme souvent dans l'histoire des interventions militaires américaines, la guerre en Iran s'inscrit dans la logique impérialiste de contrôle stratégique et de rivalité économique mondiale.

Israël, avant-poste militaire des États-Unis

Depuis des décennies, Israël est l'allié central et le bras armé de Washington au Moyen-Orient. Massivement financé et armé par les États-Unis, l'État israélien joue un rôle stratégique pour maintenir l'équilibre régional favorable aux intérêts américains.

Dans cette configuration, la rivalité entre Israël et l'Iran occupe une place centrale. Depuis la révolution iranienne de 1979, Téhéran conteste l'ordre régional dominé par les États-Unis et leurs alliés. L'influence iranienne au Liban, en Syrie ou en Irak est perçue comme une menace par Israël, qui multiplie depuis des années opérations militaires, frappes ciblées et actions clandestines contre les intérêts iraniens, quitte à étendre un foyer de guerre partout dans la région.

La rivière de dollars : les intérêts des capitalistes autour de Trump

Autour de l'administration Trump, se trouvent les plus gros capitalistes américains. Ce sont eux, le vrai pouvoir. À eux seuls, les 10 plus grosses fortunes américaines pèsent plus de 1000 milliards. Ils tirent leurs profits de trois secteurs : les énergies fossiles (premièrement le pétrole), les nouvelles technologies (dont les drones et l'IA), et l'armement.

Les compagnies énergétiques américaines tiennent à maintenir leur domination sur les marchés mondiaux du pétrole et du gaz. Dans le même temps, l'industrie militaire profite directement des tensions internationales : chaque escalade militaire est une au-



Après le bombardement d'une école à Minab en Iran le 28 février 2026.

baine pour l'utilisation et la vente des armes américaines. Résultat : le budget de défense américain qui représente déjà près de 40 % des budgets militaires mondiaux, va encore augmenter.

Enfin, les grandes entreprises technologiques jouent un rôle croissant dans les systèmes militaires modernes, qu'il s'agisse de satellites, de surveillance ou de cybersécurité. Ces intérêts économiques contribuent à exacerber une politique étrangère de confrontation permanente. L'attaque de l'Iran permet à ces capitalistes de s'enrichir dans les années à venir.

Rivalités avec la Chine

La troisième source du conflit dépasse le Moyen-Orient. La Chine cherche à devenir la puissance économique dominante. Cela conduit depuis plusieurs années à une préoccupation des dirigeants américains pour ne

pas se laisser dépasser par la Chine en tant que première puissance mondiale.

La pression militaire et économique exercée sur l'Iran vise à contrôler les routes pétrolières et à réduire les capacités d'exportation du pays. Le pétrole Iranien compte pour 20 % des importations de carburants en Chine. Ils sont essentiels, pour alimenter son industrie. Si la guerre en Iran devait se poursuivre longtemps, la Chine serait privée d'une source d'approvisionnement importante en pétrole.

Des tensions en mer de Chine aux sanctions technologiques, en passant par la pression sur les pays producteurs d'énergie, Washington cherche à maintenir sa domination mondiale face à la montée en puissance chinoise. Pour cela ils seront prêts à utiliser le plus gros avantage qu'ils ont, pour l'instant, leurs centaines de bases militaires à tra-

vers le monde et leur armée.

Conclusion

Le prétexte démocratique, employé par Trump et relayé par l'impérialisme français, fait partie de la propagande qui a cours actuellement pour justifier cette guerre. Mais c'est un mensonge. Israël aussi n'est qu'une donnée secondaire, une tête de pont de l'impérialisme américain. Il faut que les travailleurs aient conscience de ce qui risque de se jouer bientôt : une guerre impérialiste entre la Chine et les États-Unis. Ce sont les États-Unis qui sont à l'offensive et qui seront prêts à déclencher autant de guerres et de déstabilisations qu'ils en auront besoin dans les années à venir. La menace de guerre mondiale est réelle, dans cette situation. Les travailleurs n'auront personne d'autre qu'eux-mêmes pour éviter d'y être plongés.

La France impliquée dans la guerre

Depuis le 28 février, début des bombardements en Iran, Macron a critiqué la politique des États-Unis et celle de l'Iran.

Mais peu après, Paris a pris des mesures militaires : envoi du porte-avions Charles-de-Gaulle en Méditerranée, déploiement de Rafales, frégates et systèmes de défense, ou encore protection des alliés et des bases françaises au Moyen-Orient. La France a notamment permis aux États-Unis de se servir des bases françaises située dans la région.

On nous explique que ces mesures servent à défendre les forces françaises, à protéger ses bases militaires qui lient la France à certains pays de la région et à protéger les routes pétrolières et commerciales. En effet, la route commerciale passant par le détroit d'Ormuz est fermée à cause de la guerre. Les produits des capitalistes français transitent habituellement par cet

endroit, tels que ceux de la CMA-
CGM, multinationale française. Les capitalistes français ont également des intérêts dans la commercialisation du pétrole et autres ressources se trouvant dans les pays du Moyen-Orient. Les États-Unis, Israël et l'Iran ne sont pas les seuls acteurs dans cette guerre. D'autres pays comme la France et la Grande-Bretagne sont impliqués d'une

manière ou d'une autre. En réalité, Macron, chef d'un impérialisme français de seconde zone, cherche une petite place derrière Trump en montrant ses muscles. L'impérialisme occidental reste une force unie malgré tout dans la guerre actuelle comme celles du passé et celles du futur qui se précisent. Et toujours pour les intérêts des milliardaires et autres multimillionnaires.

8 mars : journée internationale de lutte des femmes

Le 8 mars est souvent présenté comme la « journée des femmes ». Elle est marquée par des discours officiels, des opérations symboliques et des récupérations de toutes sortes. Pourtant, son origine, ce sont les luttes du mouvement ouvrier et les combats socialistes du début du XX^e siècle.

Cette journée internationale est née des mobilisations de femmes travailleuses qui se battaient à la fois contre leur exploitation et contre leur oppression. L'une des figures centrales de l'histoire du 8 mars est la militante socialiste allemande Clara Zetkin. Dès la fin du XIX^e siècle, elle défend l'idée que l'oppression des femmes est indissociable de leur condition de travailleuses exploitées. Pour elle, l'émancipation des femmes ne peut être obtenue sans une transformation profonde de la société. En 1910, lors de la conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, Clara Zetkin propose la création d'une journée internationale de mobili-

sation pour les droits des femmes. L'objectif est d'organiser chaque année des manifestations pour défendre le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité politique et sociale. Cette proposition est adoptée par les déléguées socialistes venues de nombreux pays. Les premières journées internationales des femmes donnent lieu à de grandes mobilisations. Des milliers de femmes participent à des meetings et à des manifestations pour revendiquer leurs droits. Aux côtés de Zetkin, des militantes révolutionnaires comme Alexandra Kollontaï ou Rosa Luxemburg défendent l'idée que les femmes de la classe ouvrière doivent s'organiser et participer pleinement

aux luttes sociales et politiques. Mais c'est en Russie que cette journée prend une dimension historique. Le 8 mars 1917, les ouvrières de Petrograd déclenchent une grève massive contre la guerre, la faim et les conditions de vie imposées par le régime tsariste. Cette mobilisation s'étend rapidement aux ouvriers puis aux soldats et marque le début de la Révolution russe, la plus grande victoire de la classe ouvrière. Ainsi, le 8 mars n'est pas seulement une date symbolique : il est directement lié à l'une des plus grandes révolutions sociales de l'histoire. Il rappelle que les droits des femmes n'ont jamais été accordés spontanément, mais qu'ils ont été arrachés par les

luttes collectives. Aujourd'hui encore, il ne s'agit pas seulement de commémorer, mais de continuer de se battre. Dans tous les pays, les femmes subissent encore les inégalités salariales, la précarité ou les violences. Dans d'autres elles n'ont aucun droit, sont objets de la dictature et de leur mari. Se souvenir de l'origine du 8 mars, c'est rappeler qu'il s'agit avant tout d'une journée de lutte, née dans le mouvement ouvrier et tournée vers l'émancipation sociale. C'est surtout affirmer que cette lutte ne s'arrête pas à la conquête des droits, car dans la dictature bourgeoise, l'inégalité sexiste demeure. Cette lutte doit se poursuivre jusqu'au renversement du pouvoir en place.

Guadeloupe

Il y a 17 ans : l'accord du 4 mars et l'accord Bino

Le 4 mars 2009, un accord était signé à l'issue d'une grève générale de 44 jours, la plus importante qu'ait connue la Guadeloupe depuis le début du siècle.

La colère qui a mobilisé jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de manifestants était essentiellement due à la vie chère et aux bas salaires. Un quart de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 610 € par mois. Le 5 décembre, Les organisations politiques, syndicales, culturelles, réunies à l'appel de l'UGTG, ont constitué le LKP (Lyannaj Kont Pwofitasyon). Le 20, 10 000 personnes ont défilé dans les rues. Les travailleurs de plusieurs secteurs sont entrés en lutte, organisant des piquets de grève devant les entreprises. Tous les soirs, des rassemblements au Bik (siège du LKP) à Pointe-à-Pitre mobilisaient les manifestants. Le 23 janvier, l'aéroport fut envahi par plusieurs centaines de personnes. Le 24 janvier, une rencontre s'est tenue au WTC (World Trade Center) entre les représentants du LKP et les représentants du pouvoir. La rencontre, filmée par une chaîne de télévision, fut visible de tous, ce qui accrut encore la colère. Le 28, le Préfet quitta la table des négociations. Le nombre de manifestants croissait de jour en jour.

Yves Jego, ministre des DOM, arriva en Guadeloupe. Le 4 février, une négociation commençait. La revendication d'augmentation des salaires de 200 euros, se heurtait au refus catégorique du Medef. Le 6 février, Jego, mis sous pression par l'ampleur et la détermination de la mobilisation, dut concéder une baisse du prix des carburants. Mais alors qu'un accord était en passe d'être acté, Jego s'éclipsa discrètement, rappelé à Paris par le 1er ministre Fillon. À ce moment, le 5 février, en Martinique, une grève générale éclatait, ainsi qu'à la Réunion. En Martinique, le K5F (Kolektif 5 fevrié) posait des revendications similaires à celles de Guadeloupe. Le patronat Béké a opposé son veto, interdisant la signature d'un accord en Guadeloupe qui se serait étendu aux autres îles sous sa férule. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants révoltés prirent alors la rue. Des barrages furent dressés aussi bien sur les grands axes que dans les quartiers et les routes de campagne. Dans la nuit du 17 au 18 février, Jacques Bino, un militant de la CGTG et membre de Akiyo fut



tué par balles. Jusqu'à aujourd'hui, l'auteur de cet assassinat n'a pas été identifié. Le 23 février, les négociations reprirent. Un accord fut signé avec les gérants de stations-service sur la non implantation de nouvelles enseignes. Le calcul des autorités était que l'essence étant de nouveau disponible et la population choquée par la mort de Bino, le mouvement serait affaibli. Mais le vendredi 1er mars, le dirigeant de la CGTG Jean-Marie Nomertin faisait voter par une foule de 4000 personnes la continuation de la grève. Le 4 mars, un accord en 165 points fut signé. Il comprenait l'augmentation de 200 euros mensuels sur les salaires jusqu'à

1,4 Smic, l'accord Bino. Par la suite, il fallut d'autres grèves, dont certaines longues et dures, dans plusieurs entreprises pour exiger que cet accord soit appliqué. Le patronat a distillé l'idée dans la tête de certains qu'en 2009, « on n'a rien gagné ». Mais à ce prétendu « rien », il s'est farouchement opposé, jusqu'à refuser d'appliquer l'accord déjà signé ! Au-delà de cet acquis non négligeable des 200 euros, la grève de 2009 a profondément marqué les mémoires et entraîné un regain de confiance et de combativité pour de nombreux travailleurs, qui a persisté pendant encore plusieurs années.

Antilles : guerre et menaces d'inflation

La guerre en Iran pourra avoir des conséquences fâcheuses sur le prix du litre de carburant à la pompe aux Antilles.

Interrogé par Martinique 1ère, le directeur de la SARA (Société anonyme de raffinerie des Antilles) se veut rassurant. Il informe que le pétrole qui arrive à la SARA pour être raffiné ne vient pas du Moyen-Orient mais de la Mer du Nord. Le risque de pénurie de pétrole est donc faible en Martinique et en Guadeloupe. Quant à l'inflation, le directeur ajoute que les prix ne devraient pas bouger. Oui mais voilà, dans ce système capita-

liste, les prix peuvent s'envoler à l'échelle de la planète et influencer ceux des Antilles. En effet, l'Iran fait partie des grands producteurs mondiaux de pétrole. Il produit plusieurs millions de barils par jour. Les attaques ou sanctions peuvent réduire sa capacité à produire ou exporter. Les marchés craignent donc une diminution de l'offre mondiale, ainsi que la baisse des profits, ce qui fait monter les prix.

Les traders et les compagnies pétrolières anticipent les risques futurs. Donc, ils achètent du pétrole par précaution, et... éventuellement pour spéculer. Les prix montent sur les marchés, ce qui se répercute ensuite sur le prix du carburant à la pompe. Le mercredi 4 mars, le prix du Brent auquel est lié le prix des carburants aux Antilles a dépassé 80 \$ et a progressé de plus de 15 % en quelques jours. Il pourrait atteindre 120 dollars selon

des spécialistes. En 2022, le prix du litre de carburant à la pompe avait augmenté jusqu'à 2 € en Martinique. À cette période, le prix du baril avait atteint 100 dollars. La menace d'une inflation est réelle. Contre les conditions de vie aggravées par l'inflation, les travailleurs et la population laborieuse auront tout intérêt à exiger la hausse des salaires, pensions et allocations en même temps que les prix !

Un Haïtien tué par la police anti-immigration américaine

Après plusieurs mois de détention, un Haïtien est mort en Arizona dans un centre de rétention de l'ICE, la police anti-immigration.

Âgé de 56 ans, Emmanuel Damas est décédé lundi 2 mars d'une infection. D'après la famille, il aurait signalé dès la mi-février des douleurs dentaires intenses, aucune consultation ne lui aurait été accordée. Pour ses proches, les plaintes de leur frère et sa pathologie n'ont pas été prises au sérieux. Cette absence de soins a emmené une infection

de la mâchoire qui s'est étendue jusqu'à son cou entraînant une infection généralisée puis un coma mortel. Il était entré aux États-Unis en 2024 sous un régime de protection humanitaire temporaire (TPS) que l'administration Trump souhaite révoquer. Le TPS, créé en 1990, empêche les autorités d'expulser des im-

migrés vers des pays jugés dangereux, à cause de catastrophes naturelles, de conflits armés ou d'autres crises. Ce sont des milliers d'Haïtiens qui tentent chaque jour de passer les frontières pour fuir la répression des groupes armés. Leur espoir est l'installation dans un autre pays comme la République Dominicaine, le Canada ou les

USA. Entrés clandestinement aux USA ils cherchent à éviter de croiser la police le temps de trouver un travail et d'avoir un document leur assurant une certaine couverture légale. Emmanuel Damas est la dixième personne à mourir dans un centre de rétention de l'ICE depuis le début de l'année.

Dans les entreprises

La voix des communaux (Les Abymes)

Le parent pauvre
Les agents du CCAS n'ont toujours pas touché leur CIA (complément indemnitaire annuel) après leur évaluation pour l'année 2024. Pour un Centre d'action sociale, il porte mal son nom.

Yo ka doué !
La carte ticket restaurant des agents du CCAS n'est pas créditée depuis octobre alors que la part salariale de 24 € est prélevée chaque mois. Le CCAS organise l'action sociale pour la population mais il met son propre personnel dans la mouise.

L'Écho de Jarry
SSEC Gaddarkhan : la montagne nous écrase...
Depuis l'effondrement de la

montagne et la fermeture de la carrière de Deshaies, qui fournissait une partie des granulats, nos droits ont été comme emportés avec l'éboulement. Les marges des patrons étant réduites, c'est sur nous travailleurs qu'ils répercutent leur manque à gagner...

L'Écho des hôpitaux (Guadeloupe)
Le CHUG débranché, mais toujours sous tension
Le mardi 16 décembre le CHUG a expérimenté une nouvelle forme d'innovation : l'hôpital sans réseau. Téléphones muets, logiciels silencieux, internet porté disparu... même le SAMU était impacté. Seule chose qui fonctionnait parfaitement : les mensonges de la direction.
Chantiers en lutte
BTP une crise...Pas pour les capitalistes

Mais ce patron a bien pris soin pour ne pas dévoiler les profits réalisés sur le dos des travailleurs par le patronat du BTP durant cette même année. En définitive, ce sont les ouvriers du BTP qui en font les frais, en les jetant dans la rue, pour grossir la masse de chômeurs et la pauvreté.

L'Écho des hôpitaux (Martinique)
Des milliards pour l'armée, des centimes pour les enfants
Dernièrement plus d'un million de tirelires avaient été installées pour l'opération « pièces jaunes ». Depuis 37 ans la Fondation des Hôpitaux fait appel à la charité publique pour les enfants hospitalisés. Pour le nouveau porte-avions nucléaire annoncé par Macron, pas besoin de tirelire, les dix milliards qu'il devrait coûter sont déjà programmés.

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25 €
Je désire m'abonner au journal Combat ouvrier pour une période de...mois.

NOM :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.
Règlement par chèque adressé à :
M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS
Adresser toute correspondance
EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe
Tel : 0690 73 48 93
EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex
Tel : 0696 82 26 21
Composition - Impression Imp. ERAPRESS
Commission paritaire : 51728
Site internet : combat-ouvrier.com
Courriel : redaction@combat-ouvrier.com
Combat ouvrier est aussi sur Facebook,
Instagram et TikTok.

Dimanche 10 mai 2026
Fête de Combat Ouvrier aux Abymes